

Partenariat des OSC 
pour l'efficacité du développement



Rapport au public 2020-2021 du POED

*L'efficacité du développement
pour répondre aux défis*



Le Partenariat des OSC pour l'efficacité du développement (POED) est une plateforme ouverte qui réunit la société civile mondiale autour de l'agenda de la coopération efficace au développement (CED). Les membres viennent de six régions et de huit grands secteurs : organisations confessionnelles, féministes, peuples autochtones, organisations de la société civile internationale (OSCI), travailleurs, migrants, ruraux et jeunes. Ces groupes d'OSC promeuvent collectivement une coopération au développement efficace qui répond à la pauvreté et aux inégalités.

Ce rapport au public, intitulé ***“L'efficacité du développement pour répondre aux défis”***, présente les travaux de la plateforme pour 2020-2021 et nos réalisations malgré cette période des plus difficiles.

Cette documentation confirme l'engagement du POED en faveur de la transparence et de la responsabilité, en tant que pilier important de l'efficacité du développement des OSC, et rend hommage aux membres qui font progresser l'efficacité du développement malgré les obstacles, et pour y faire face.



Partenariat des OSC pour **l'efficacité du développement**



Le monde n'est pas sur la bonne voie pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD), cette entreprise étant bloquée par de multiples crises qui exacerbent la pauvreté et les inégalités, et aggravé par la pandémie de Covid-19. Les communautés du monde entier sont également confrontées aux horreurs de la tourmente économique, du changement climatique et des guerres, et les plus touchées sont les communautés pauvres et vulnérables, en particulier dans le Sud.

Pour faire face à ces défis, il faut une coopération au développement efficace, fondée sur les principes de l'appropriation démocratique des priorités

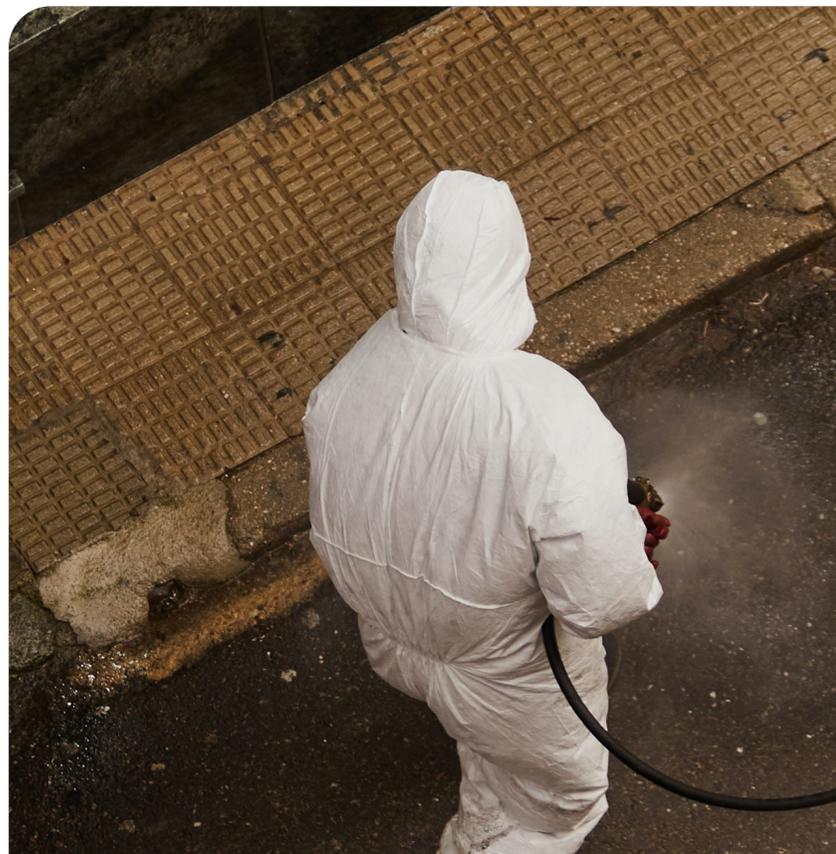
de développement, de l'accent mis sur les résultats, de la transparence et de la responsabilité, et de partenariats inclusifs. Des partenariats pour le développement durable qui reconnaissent l'importance de la solidarité internationale et des droits humains sont également nécessaires pour répondre aux conditions extraordinaires dans lesquelles se trouve l'humanité.

Concrètement, la situation actuelle exige une augmentation des flux d'aide vers les pays les plus pauvres, ainsi que la création d'un environnement favorable à la société civile. Mais malgré l'engagement de consacrer 0,7 % du revenu national brut (RNB) à l'aide publique au développement (APD), seuls 33 centimes de chaque 100 Dollars US (USD) du revenu national ont été consacrés au développement mondial, selon les [chiffres de 2021](#). En outre, la promotion de partenariats avec le secteur privé est actuellement l'approche dominante dans les partenariats relatifs aux ODD, les gouvernements favorisant la privatisation de secteurs essentiels tels que la santé et l'éducation, malgré l'absence de preuves convaincantes de l'impact sur le développement et de la création d'emplois

décents. Le travail de la société civile dans le monde est également entravé par le rétrécissement de l'espace civique et les attaques incessantes contre les droits démocratiques.

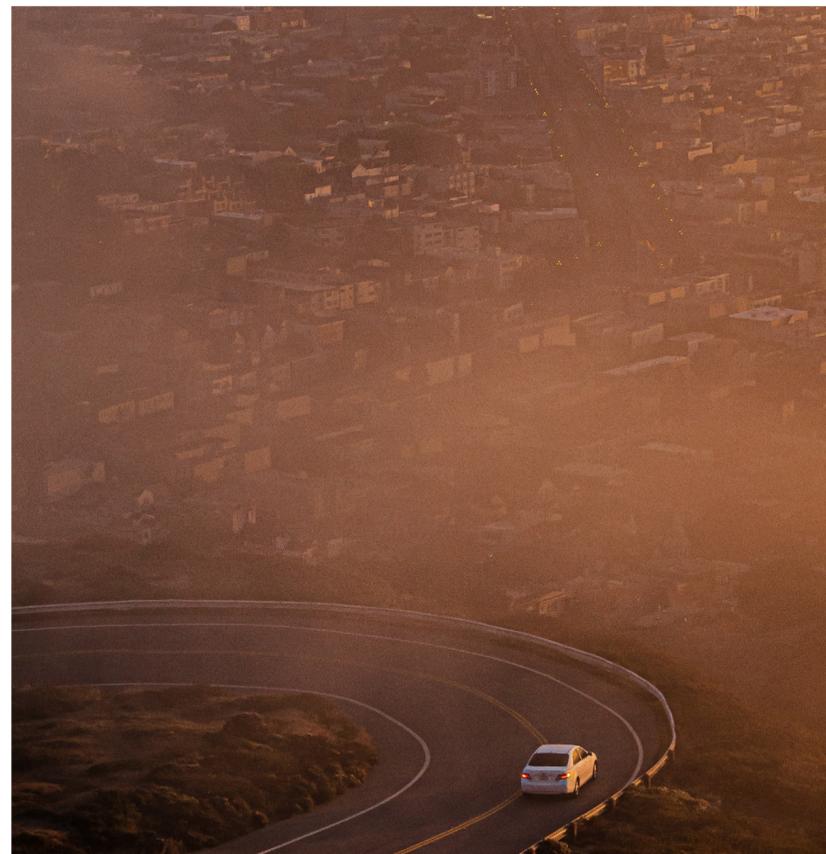
Ce n'est qu'en répondant de manière décisive à ces préoccupations que des progrès transformateurs pourront être réalisés dans le cadre des objectifs de développement durable (ODD) et que les acteurs du développement pourront tenir la promesse de l'Agenda 2030 de "ne laisser personne de côté".





En interne, le POED a fait face aux défis apportés par ces crises, dont le plus redoutable était la pandémie de Covid-19.

La réponse à la pandémie mondiale a imposé des confinements et des interdictions de voyager dans le monde entier, ce qui a nécessité de nouvelles méthodes de travail. L'adaptation à de nouvelles modalités de travail a affecté



la coordination et la mise en œuvre des activités du programme. Dans de nombreux endroits, la pandémie a rendu le travail de la société civile plus difficile, avec l'impact sur les ressources, et l'instrumentalisation de la pandémie pour restreindre l'espace civique et criminaliser la dissidence.

En réponse, nous avons ajusté nos délais et nos attentes concernant la forme et le



contenu de notre engagement. Nous avons mobilisé nos circonscriptions par le biais de nouveaux canaux et de nouvelles formes de collaboration. À tout moment, nous avons été guidés par la nécessité croissante de travailler ensemble et par la pertinence permanente de notre plaidoyer commun en faveur d'une coopération au développement efficace.

Le POED s'est efforcé de mener à bien sa mission et son mandat de défense de l'efficacité de la coopération au développement au milieu de la pandémie de Covid-19. Pendant les périodes de confinement, le POED a pu faire comprendre à un large éventail d'acteurs concernés l'importance d'appliquer les principes de l'efficacité du développement dans la réponse à la pandémie, en s'appuyant sur les preuves recueillies par les OSC sur le terrain.

Quelques semaines après le début de l'épidémie, le POED a mené une [enquête](#) pour savoir comment se portent ses communautés, comment la pandémie a affecté ses organisations, la nature de ces impacts sur leur travail et les initiatives qu'elles ont prises.

Suite aux résultats de l'enquête, le POED a publié une [déclaration](#) pour exprimer sa solidarité avec les communautés pauvres et vulnérables des pays développés et en développement, pour saluer les travailleurs de la santé et les autres acteurs de première



ligne qui continuent courageusement à servir la population. Nous avons affirmé que la Covid est un signal d'alarme pour inverser les inégalités, et un défi pour ne laisser personne de côté.

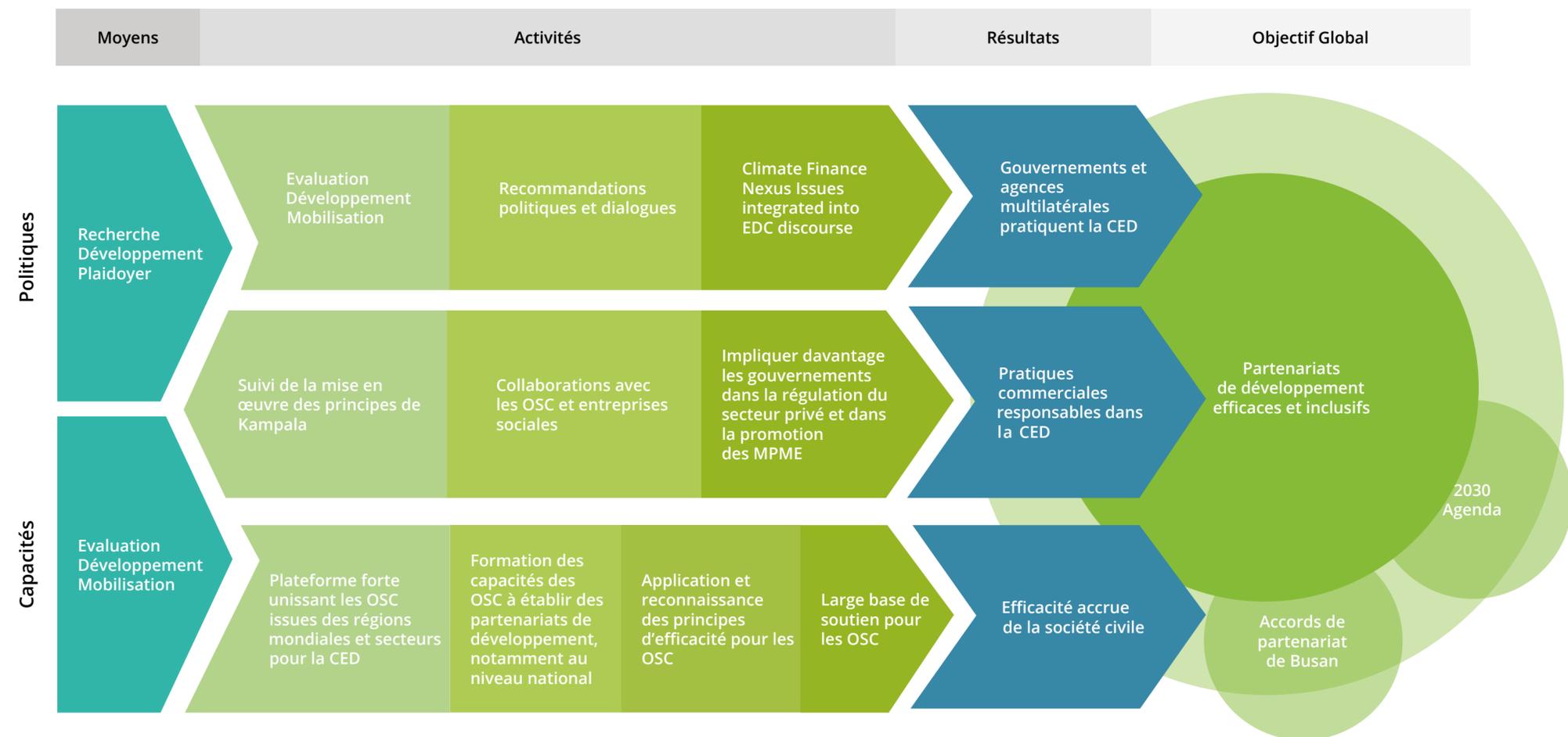
Cette déclaration a été suivie d'un [document cadre](#) sur les raisons pour lesquelles l'efficacité est importante dans la réponse à la pandémie. Nous avons demandé à tous les acteurs du développement d'évaluer les efforts de réponse à la Covid sur la base des principes de la CED, à savoir l'appropriation par les pays, la transparence et la responsabilité, l'accent mis sur les résultats et la nécessité de ne laisser personne de côté.

Nous avons également organisé une conférence politique à laquelle ont participé 44 membres et qui a débouché sur la [déclaration](#), "L'efficacité du développement pour une réponse durable à la Covid-19", qui appelle à des partenariats entre tous les acteurs.

Nous nous sommes ensuite lancés dans une ambitieuse [étude multipartite](#), mobilisant nos membres à travers 33 pays coordonnés par cinq (5) régions et six (6) circonscriptions sectorielles, afin de poser un regard critique sur la réponse à la Covid dans le monde. Nos efforts ont abouti à la publication de notre étude, qui a été lancée lors d'un webinaire mondial animé par Michael Ryan, de l'Organisation mondiale de la santé.

Le POED a atteint les résultats suivants du programme, guidés par sa théorie du changement.

Théorie du changement du POED



Mécanismes nationaux pour une coopération efficace au développement (CED)

Les membres du POED au niveau national ont soutenu leurs campagnes et obtenu des niveaux de réussite variables. Ces campagnes ont créé des espaces informels et formels pour l'engagement des OSC qui ont donné des résultats tels que l'agenda électoral des femmes, la révocation de politiques nationales préjudiciables, et même le renversement de décisions de justice en faveur des défenseurs des droits humains.



Le POED a établi l'état de la mise en œuvre pour informer les actions futures des membres et de la plateforme dans ce domaine de l'efficacité des OSC. Il a engagé les membres à réfléchir à la mise en œuvre organisationnelle des Principes d'Istanbul sur l'[efficacité des OSC](#). Soixante-dix membres ont participé et une base de référence a été établie.

Un soutien accru au plaidoyer de la société civile comme forme de reconnaissance de l'efficacité des OSC peut être glané à travers l'engagement continu des membres en faveur de l'agenda de l'efficacité dans divers processus de développement à différents niveaux. Cela est évident, par exemple, dans les références aux positions des OSC sur les mesures de rétablissement/reprise efficaces post-COVID-19 et l'importance des dialogues sociaux dans les processus de l'Agenda 2030.

Travail du secteur travail et syndicats sur l'efficacité du développement des OSC



Le POED a contribué à rehausser le profil de ses membres en tant qu'experts de questions thématiques et a ouvert la voie à une collaboration future et à un important travail de plaidoyer politique sur les questions liées aux liens entre l'humanitaire, le développement et la paix (HDP) et le financement du climat. Cela s'est fait par le biais d'un engagement de plaidoyer fondé sur des preuves dans les arènes de plaidoyer pertinentes et les processus officiels de l'OCDE et de l'Agenda 2030.



Le POED a touché environ 42 décideurs mondiaux par le biais d'activités de plaidoyer liées à la CED dans différentes arènes politiques mondiales pertinentes¹ ainsi que dans des espaces politiques régionaux et sectoriels².

La contribution du POED à ces espaces politiques comprend l'examen du cadre de suivi de l'efficacité, l'examen du PMCED, le travail politique sur l'habilitation de la société civile et le financement privé pour le développement durable avec le CAD de l'OCDE, et la mise en œuvre des ODD pour le FPHN, et au niveau régional par la contribution de la région Europe au document politique du CAD de l'OCDE sur l'habilitation de la société civile.

Neuf pays ont pu mettre en œuvre des

¹ Les arènes politiques du POED comprennent le Partenariat mondial pour une coopération efficace au développement (PMCED), le Forum politique de haut niveau des Nations unies (FPHN), le Financement du développement des Nations unies (FfD), le bureau du Secrétaire général adjoint des Nations unies, le Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (CAD de l'OCDE), le Forum politique pour le développement de la Commission européenne (CE) et la Conférence des parties (COP).

² Les engagements régionaux ont été signalés par l'Asie avec la Facilité de financement des ODD, le Forum Asie-Pacifique pour le développement durable, la Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie occidentale, tandis que les engagements sectoriels ont été signalés par le groupe féministe avec la CSW 65 des Nations unies, les migrants et la diaspora avec le Réseau des Nations unies sur la migration et le Forum mondial sur la migration et le développement, et les peuples autochtones avec le Forum Asie-Pacifique sur le développement durable.

Sensibilisation, unité et activisme des migrants dans l'engagement du pacte mondial pour les migrations



Regardez

initiatives nationales de suivi de l'efficacité de la coopération au développement et des partenariats³. Dix-neuf (19) représentants de 18 pays ont été formés au suivi de la mise en œuvre de la CED⁴.

³ L'Azerbaïdjan, la Géorgie, l'Inde, l'Indonésie, le Laos, la Mongolie, le Myanmar, le Népal et l'Ouzbékistan mettent en place des observatoires de l'aide.

⁴ L'atelier régional asiatique sur l'Observatoire de l'aide a formé des

Attention accrue sur les ressources en matière d'égalité des genres



Regardez

De 2020 à 2021, la région Asie et la région ALC ont mis à jour les informations relatives au suivi de leur coopération régionale au développement sur l'efficacité de la coopération au développement et des partenariats.

membres de l'Inde, de l'Indonésie, du Kazakhstan, du Kirghizstan, de la Malaisie, du Népal, du Pakistan et du Sri Lanka et l'atelier mondial a couvert l'Albanie, le Bahreïn, l'Égypte, le Kirghizstan, le Liban, le Mexique, le Népal, le Paraguay, les Philippines, la Tanzanie et le Zimbabwe.

Dans les régions, les secteurs et les pays, le POED mobilise également le soutien d'autres acteurs du développement en faveur de la société civile et de ses positions sur l'efficacité du développement et l'environnement favorable.

Le POED a fait de l'engagement et de la responsabilité du secteur privé l'un de ses objectifs politiques. Son groupe de travail sur la participation du secteur privé (Private Sector Engagement Task Force - PSE TF), dirigé par le réseau Reality of Aid, a lancé l'Observatoire du secteur privé (Private Sector Watch) : un répertoire en ligne d'informations sur l'engagement du secteur privé dans la coopération au développement, avec des études de cas du monde entier. Par le biais d'initiatives de recherche dans le cadre de l'Observatoire du secteur privé (OSP), les organisations de la société civile recueillent des données et surveillent la participation du secteur privé (PSP) dans le contexte de la coopération au développement.

Dans le cadre de l'initiative de l'Observatoire du secteur privé, le POED a réalisé huit études de cas, qui détaillent des initiatives spécifiques entre des entités du secteur privé et des gouvernements par le biais de modalités de financement, de développement

S'appuyer sur le suivi de la responsabilité du secteur privé



des capacités, d'assistance technique, de partage d'informations, et de dialogue et de soutien politique. Guidées par le [Manuel des OSC pour le suivi de la participation du secteur privé](#) dans la coopération au développement, ces études de cas explorent la conformité du secteur privé aux Principes de Kampala pour un engagement efficace du secteur privé dans la coopération au développement dans leur contexte spécifique. Les cas proviennent des régions d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine, du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord,

et représentent les secteurs des peuples autochtones, des migrants, de la jeunesse et du développement rural.

Le POED a également passé un contrat avec l'Institut asiatique pour l'entrepreneuriat social (*Institute for Social Entrepreneurship in Asia - ISEA*) à la fin de l'année 2021 pour travailler avec les pays prioritaires à la réalisation d'une recherche-action sur les entreprises sociales et à la sensibilisation des entreprises sociales. Ces activités seront menées en 2022.

Sensibilisation d'autres acteurs et élargissement du soutien aux OSC et à leurs positions



La plateforme a accompli plusieurs étapes organisationnelles de 2020 à 2021.

Elle a lancé le [plan stratégique pour 2020-2023](#) afin d'informer tous les aspects de son travail. Le plan présente les impératifs relatifs au renforcement de la structure de gouvernance de la plateforme afin de remédier aux faiblesses des processus de consensus, à l'engagement des membres, à la fonctionnalité des groupes de travail et des secrétariats, aux liens entre les niveaux de gouvernance et à la perception d'un parti pris asiatique/philippin ; il souligne la pertinence et la durabilité de notre travail dans les pays, rend les

communications plus accessibles à un public plus large et élargit la collaboration avec la communauté élargie des OSC et d'autres parties prenantes. Le plan a également présenté la volonté de communiquer clairement l'alignement de notre travail sur les objectifs de développement durable, de veiller à ce que les perspectives de genre soient suffisamment prises en compte dans les politiques du projet et de la plateforme et, enfin, d'intégrer les préoccupations climatiques et environnementales dans notre plaidoyer, nos priorités organisationnelles et nos méthodes de travail.

Au cours de cette période, les changements structurels adoptés ont été les suivants : la transformation du Conseil mondial (CM) en une Assemblée mondiale (AM) des membres qui définit les orientations stratégiques de la plate-forme à la fin de chaque période de plan stratégique et élit les coprésidents du POED ; un Comité de coordination (CC) représentatif fournit l'autorité statutaire et exerce le leadership politique, la direction et la supervision ; et les coprésident.e.s facilitent et exercent le leadership politique dans la mise en œuvre du mandat, de la mission et des objectifs stratégiques du POED.

Le POED a également publié le [Dossier des circonscriptions](#), qui présentent les réflexions des circonscriptions sur leurs pratiques et capacités à relier les principes et engagements de la coopération au développement à leurs contextes.

Enfin, le POED a maintenu ses activités et ses fonctions de gouvernance tout en adaptant ses méthodes de travail, en menant ses réunions de comités et de groupes de travail, ainsi que son assemblée mondiale et sa conférence politique, de manière virtuelle.

Dans les années à venir, toujours dans un contexte de pandémie, de pauvreté et d'inégalité persistantes, et de rétrécissement continu des espaces civiques, le POED s'engage à renforcer son travail autour d'une coopération efficace au développement.

La plateforme aborde les prochaines années avec une détermination renouvelée, optimiste mais pragmatique, et avec une clarté d'orientation issue des processus d'apprentissage organisationnel, par le biais d'évaluations, de révisions stratégiques et d'audits de gestion, entre autres.

Les leçons seront tirées d'une décennie d'expérience dans des exercices tels que l'examen à mi-parcours du plan stratégique du POED, une initiative de synthèse de la décennie (10 ans) de plaidoyer du POED, les évaluations externes des résultats du programme et le contrôle et la gestion internes.

Dans cette nouvelle phase de notre travail, le POED va promouvoir l'efficacité du développement en se concentrant davantage sur des partenariats de développement efficaces et inclusifs. Nous nous appuyerons sur notre force en tant que plateforme

globale et basée sur les groupes d'intérêt (circonscriptions) qui tire sa force motrice des aspirations et des luttes des peuples appauvris et marginalisés du monde.

Le PMCED tiendra sa troisième réunion ministérielle de haut niveau (RHN3), au cours de laquelle il devrait définir le rôle de la CED dans le programme de relance. Parmi les autres événements clés, citons le suivi du financement du développement (FfD) des Nations unies, le Forum politique de haut niveau des Nations unies (FPHN) et les événements climatiques tels que Stockholm+50 et la COP27. Le POED organisera un certain nombre de réunions stratégiques pour consolider ses membres afin de s'engager de manière significative dans ces processus officiels.

La plateforme vise à s'engager davantage au niveau national, à ancrer les plaidoyers dans les réalités de ses membres et à aider à renforcer la réponse de la société civile aux crises sociales de notre époque.

Avec le soutien continu de ses membres et de ses partenaires, le POED ne peut qu'être un plus grand défenseur d'une coopération au développement efficace et de la nécessité de ne laisser personne de côté.



État des profits et des pertes

Partenariat des OSC pour l'efficacité du développement (POED)

État des profits et des pertes

Pour l'année comparative 2020 - 2021

(Montants en USD)

	2021	2020
Revenu		
Subventions	2 812 058,58	2 171 035,43
Autres types de revenus:		
Contributions en nature	9 611,08	834,96
Revenus d'intérêts	66,94	438,56
Gains de change	579,41	617,02
Total des autres types de revenus	10 836,84	1 890,54
Revenu total	2 822 895,42	2 172 925,97
Dépenses		
A. Politique, plaidoyer et renforcement des capacités		
1. Études, recherches, etc.		
Recherche politique sur la coopération au développement et les entreprises sociales	28 657,35	
Observatoire du secteur privé	2 291,30	
Examen de l'efficacité des OSC	16 972,50	
Campagne sur les questions Nexus - Financement du climat, réponse humanitaire et aux conflits et fragilités et Covid-19	44 672,81	19 998,70
Guide du POED pour le dialogue avec les partenaires du développement	5 250,00	6 000,00
Guide du POED de la gestion des réseaux	15 000,00	
Guide du POED sur la gestion de projet	21 000,00	
2. Régions		
2.1 Activités régionales de plaidoyer	55 104,71	
2.2 Soutien/Coordination du Secrétariat régional	62 292,51	
2.3 Observatoires régionaux des OSC	18 501,31	
2.4 Travail régional sur l'ED des OSC	54 523,41	13 049,00
3. Activités sectorielles		
3.1 Activités de plaidoyer sectoriel	33 418,72	
3.2 Coordination des secrétariats sectoriels	66 465,02	26 389,14
3.3 Travail du secteur sur l'ED des OSC	54 523,41	13 049,00

	2021	2020
4. Travail par pays		
4.1 Campagnes nationales sur le rétrécissement de l'espace civique	36 235,67	30 421,48
5. Soutien/Coordination des groupes de travail	18 856,58	
6. Formations mondiales sur l'Observatoire national	19 920,95	
7. Participation au PMCED et à d'autres instances politiques mondiales pertinentes	5 400,00	
8. Soutien à la recherche, aux politiques et au plaidoyer	90 833,71	85 851,14
9. Renforcement des capacités et engagement des membres	37 722,16	15 107,30
10. Soutien et activités de communication externe	135 457,35	104 383,82
B. Gestion du programme		
1. Réunions et honoraires du CIR	7 868,60	
2. Réunion de tous les secrétariats/ Atelier stratégique mondial	1 534,13	
3. Responsable du réseau	40 394,76	17 379,70
4. Responsable du programme	61 985,78	61 953,00
5. Responsable de la planification, du suivi et de l'évaluation	35 358,20	13 729,61
6. Chef de projet CE	85 421,10	32 400,36
7. Coûts administratifs (vérification des dépenses, évaluation externe)	771,96	415,21
Sous-total	1 087 383,97	458 687,58
Coûts indirects	99 310,20	71 271,93
Bureau des défenseurs des droits humains	16 654,27	19 884,78
Total des dépenses	1 203 348,44	549 844,29
Revenu net	1 619 546,98	1 623 081,69

Partenariat des OSC pour l'efficacité du développement (POED)

État de la situation financière

31 décembre 2021 et 31 décembre 2020

(Montants en USD)

	2021	2020
Actif		
Actifs courants		
Liquidités en banque	2 431 598,52	690 060,02
Comptes débiteurs	96 187,58	62 054,44
Avances aux partenaires	736 400,88	868 723,84
Fonds détenus en fiducie	150 295,14	367 744,14
Total de l'actif à court terme	3 414 482,13	1 988 582,45
Total Actif	3 414 482,13	1 988 582,45
Passif et Capitaux Propres		
Passif		
Passifs courants		
Comptes créditeurs	172 819,40	297 479,67
Total du passif à court terme	172 819,40	297 479,67
Passif total	172 819,40	297 479,67
Actions		
Revenu net	1 619 546,98	1 623 081,69
Solde d'ouverture Fonds propres	1 601 818,33	5 608,00
Ajustement pour période antérieure		25 148,33
Cumul des autres éléments du résultat global (CTA)	97 503,97	37 264,77
Total des fonds propres	3 318 869,28	1 691 102,79
Total du Passif et Des Capitaux Propres	3 491 688,67	1 988 582,45

Comité de coordination du
POED

Co-président.e.s	Nom	Organisation
Co-présidente	Beverly Longid	Indigenous Peoples Movement for Self-Determination and Liberation
Co-présidente	Rosa Belen Aguirremezkorta	Centro de Estudios e Investigacion sobre Mujeres (CEIM)
Co-présidente	Marita Gonzalez	International Trade Union Confederation
Co-président	Justin Kilcullen	Social Justice Ireland
Co-président	Richard Ssewakiryanga	Uganda National NGO Forum
Régions	Nom	Organisation
Afrique	Blanche Simonny Abegue	Dynamique OSCAF-Gabon
Afrique	Tola Winjobi	CAFISO-WRAG for Development
Asie	Chinara Aitbaeva	Nash Vek
Asie	Nina Kao	Taiwan Aid
Europe	Izabella Toth	Cordaid
Amérique latine et Caraïbes	Malena Fama/Henry Morales	Red Encuentro/Movimiento Tzuk Kim Pop
Amérique latine et Caraïbes	Georgina Muñoz Pavon	Red Latinoamericana por Justicia Economica y Social
Moyen-Orient et Afrique du Nord	Anas El Hasnaoui	Arab NGO Network for Development (ANND)
Pacifique	Emeline Siale Ilolahia	Pacific Islands Association of NGO

Secteurs	Nom	Organisation
Organisations confessionnelle	Eva Ekelund	ACT Alliance
Syndicats de travail	Diego Lopez Gonzales	International Trade Union Confederation
Rural	Kurniawan Sabar	Institute for National and Democracy Studies (INDIES)
Organisations internationales de la société civile (OISC)	Luca de Fraia	ActionAid International
Groupe féministe	Nurgul Dzhanava	Forum of Women's NGOs in Kyrgyzstan
Peuples autochtones	Jiten Yumnam	Forum for Indigenous People of Action
Jeunesse		
Migrants	Aaron Ceradoy	Asia Pacific Mission for Migrants
	Nom	Organisation
Directrice de l'Organisation de gestion financière et membre du comité de pilotage	Jennifer Malonzo	IBON International
Secrétaire exécutif du Secrétariat mondial du POED et membre du Comité directeur	Roberto Pinauin	Secretariat mondial du POED
Co-président non exécutif du PMCED	Vitalice Meja	Reality of Aid-Africa

Unités de coordination
régionales et sectorielles

Secrétariats régionaux	Nom	Organisation
Asie	Sarah Torres	Reality of Aid Asia Pacific
Afrique	Alice Maina	Reality of Aid Africa
Amérique Latine	Georgina Muñoz	Red Nicaragüense de Comercio Comunitario (RENICC)
	Malena Fama	Red Encuentro / Multipolar
	Henry Morales	Movimiento Tzuk Kim Pop
Europe	Biljana Spasovka	Balkan Civil Society Development Network
MOAN	Zarah Bazzi	Arab NGO Network for Development
Pacifique	Emeline Siale Ilolahia	Pacific Islands Association of Non-Governmental Organisations (PIANGO)
Secrétariats sectoriels	Nom	Organisation
Organisations confessionnelles	Thorsten Göbel	ACT Alliance
Syndicats de travail	Lorenza Lo Sasso	International Trade Union Confederation
Rural	Rhoda Gueta	People's Coalition on Food Sovereignty (PCFS)
Organisations internationales de la société civile (OISC)	Luca De Fraia	ActionAid
Groupe féministe	Nurgul Dzhanayeva	Forum of Women's NGOs of Kyrgyzstan
Peuples autochtones (PA)	Patricia Isabelle Dela Cruz	International Indigenous Peoples Movement for Self Determination and Liberation (IPMSDL)
Jeunesse	Anton Martinov	International Youth Alliance
	Jenison Urikhimbam	Youth Forum for the Protection of Human Rights (YFPHR)
Migrants	Aaron Ceradoy	Asia Pacific Mission for Migrants
	Edward Miller	FIRST Union

Coordinateur.ice.s des groupes de travail	Nom	Organisation
Participation du secteur privé	Tala Batangan	Reality of Aid Network
Environnement favorable et efficacité du développement des OSC	Vitalice Meja	International Trade Union Confederation
	Nurgul Dzhanayeva	Forum for Women's NGOs of Kyrgyzstan
Financement climatique	Josefina Villegas Caputti	Secrétariat mondial
Questions de Nexus (HDP)	Deewa Dela Cruz/Jane Nabong	International Indigenous Peoples Movement for Self Determination and Liberation (IPMSDL)

Nom	Position	Email Address
Roberto Pinauin	Secrétaire exécutif	rpinauin@iboninternational.org
Jodel Dacara	Gestionnaire du réseau	jdacara@csopartnership.org
Matt Simonds	Agent principal chargé des politiques et de la liaison	msimonds@csopartnership.org
Maty Dominong	Directrice des finances	mdominong@iboninternational.org
Marc Ignacio	Directeur adjoint de programme et responsable de la planification, du suivi et de l'évaluation	mignacio@csopartnership.org
Leo Pura	Chef de projet de la Commission européenne	lpura@csopartnership.org
Josefina Villegas	Coordinatrice des politiques et des adhésions	jvillegas@csopartnership.org
Glenis Balangue	Coordinatrice du développement des capacités	gbalangue@csopartnership.org
Daniela Sepulveda	Responsable de la communication et du développement des capacités	dsepulveda@csopartnership.org
Margaret Yarcia	Responsable des communications	myarcia@csopartnership.org
Fanny Porot	Chargée de communications	fporot@csopartnership.org
Wigen Echual	Assistante de programme	lechual@iboninternational.org
Alvin Villamor	Webmaster	avillamor@csopartnership.org

Partenariat des OSCOO

pour **l'efficacité du développement**



csopartnership



csopartnership_



CSO Partnership